

# ***CONTRE MELENCHON***

---

Contribution de Daniel Petri



Cahiers de *La Commune*

## Contenu

Préface .....	4
AVANT- PROPOS.....	6
De « l'état A » à « l'état B » ou... à l'état « gazeux » - (cours de « stratégie » mélenchoniste) .....	7
La main gauche de « Dieu » .....	9
La « légende noire ».....	9
La légende rose des années Mitterrand .....	10
L'Europe sociale ... des capitalistes et des banquiers .....	13
Maastricht : qui a roulé Mélenchon ? .....	14
Un coq en hiver.....	16
Pendant « l'hiver du socialisme ».....	16
Deux pieds nickelés (écrasés) .....	17
Le premier effet Rocard .....	18
Un panier de crabes nommé « nouvelle école socialiste ».....	19
Les grenouilles de bénitier de Mitterrand .....	19
L'agonie du PS a commencé .....	20
Un Rocard, sinon rien !.....	20
La VAE de Mélenchon .....	21
La réanimation du PS.....	21
La « gauche plurielle ».....	22
Monsieur le ministre de l'Alternance Ecole-Entreprise.....	23
Comment Mélenchon a quitté le navire .....	26
Bilan et séisme.....	26
Privatisations .....	26
SNCF .....	26
Précarité .....	27
Déréglementation sociale.....	27
Mais « le bilan économique est bon ».....	27
Leurs victoires, leurs actions, notre sort. ....	28
« La gauche s'écroule ».....	28
Comment se mettre la rate au court-bouillon ? .....	29
Un autre Mélenchon est-il possible ? .....	30
République ou Révolution sociale ? .....	30
2005, du NON à la Synthèse de Hollande .....	31
Après avoir sauvé le PS .....	33

# Préface

La France, mais pas seulement elle, est plongée dans une crise politique sans fin. La V<sup>e</sup> ème république, en place depuis soixante ans, se meurt. Tous les partis se fracturent, se décomposent et donnent naissance à des créatures aussi hybrides qu'improbables, dans une atmosphère de débâcle générale.

Cette crise politique sans merci se mêle à la crise sociale qui ne peut être conjurée dans le cadre de la V<sup>e</sup> ème république. Un régime que l'on peut appeler comme on veut mais qui n'est, en aucun cas, une république démocratique, ni même parlementaire.

La crise de ce régime, à la différence de la crise qui emporta le régime précédent, se conjugue avec une crise sociale profonde et une crise économique permanente. Dans ce contexte très spécial où crise des institutions, crise des représentations politiques, crise sociale et crise économiques s'entrelacent et s'entrechoquent et se ramènent au fond à une même cause, naissent des créatures politiques hybrides et improbables, dont JLM, nourri et élevé au grain des institutions de la V<sup>e</sup> république, comme les Macron, Valls et Le Pen.

Dans cette configuration d'ensemble, il y' a pour reprendre un mot de Léo Ferré « *la configuration particulière du mec* ». Dans cette configuration, il occupe une place particulière. Celui d'un tribun contestataire intervenant contre l'oligarchie financière, contre l'Union européenne, pour le « mouvement social ».

Aussi bien, lorsque nous – La Commune-pour un parti des travailleurs – intervenons systématiquement contre le mélenchonisme, nous pouvons passer pour des diviseurs du bon « camp social ». En effet, même la Gauche radicale, critique à son égard, le légitime à sa façon. N'a-t-il pas rassemblé 19% des suffrages exprimés aux présidentielles ? N'était-il pas un opposant à la loi El Khomri ? N'est-il pas un adversaire des « Traités européens » ?

Dès lors, Olivier Besancenot et Philippe Poutou, tout en fronçant les sourcils, n'ont de cesse de rappeler que Mélenchon « n'est pas notre adversaire » et qu'il est en quelque sorte des nôtres, de notre « camp social ».

A nos yeux, Mélenchon et son Etat-major ne sont pas dans le camp des exploités et des opprimés. Son attitude face aux récents événements qui ont secoué la Catalogne nous en donne la confirmation la plus nette : le « républicanisme » de JLM ne franchit pas les Pyrénées.

A nos yeux, Mélenchon est, avant tout, un produit de la crise politique généralisée, dans laquelle il se débat. Sa psychologie elle-même en porte la marque. Tout d'abord parce qu'il est un produit du régime, un produit de la décomposition du parti socialiste qui n'a pas commencée sous Hollande. Mélenchon est tout simplement un carriériste, depuis bientôt quarante ans, qui ne veut pas être emporté dans l'effondrement général des partis institutionnels mais qui n'en est pas moins sans boussole.

Nous aurions pu croire que son courant politique s'affirmait en réaction à cette crise politique, après avoir tiré les leçons de la décomposition de la social-démocratie, après avoir « *rompu avec ce monde pourri* » (JLM dicit). Or, à nos yeux, le mélenchonisme ne représente justement pas une rupture avec la social-démocratie mais une rupture avec les racines historiques, ouvrières, de la social-démocratie en France (qui remontent à la fin des années 1870)

D'où le titre de la contribution qui suit : Contre Mélenchon

Je n'ai donc pas trouvé de meilleur titre pour cette contribution. Il en existe sans doute des plus subtils. Mais, nous n'avons, quant à nous, rien à subtiliser.

Au demeurant, ce qui nous oppose à JLM n'est pas la querelle ancienne entre « réformistes » et « révolutionnaires » dans le mouvement ouvrier. Cet homme n'est pas un « réformiste », un « possibiliste » ou un « évolutionniste ».

Dans cette contribution, je reviens sur sa carrière politique et sur la façon dont il la met en valeur. Ce n'est pas l'histoire personnelle de Mélenchon (son « *récit national* » perso) qui m'importe, en tant que telle.

Il est souvent présenté comme égocentrique. Je ne le tiens pas pour personnellement égocentrique, il l'est politiquement.

Je ne doute pas qu'en cours de route, il soit intervenu ponctuellement pour de bonnes causes démocratiques et humaines comme le font régulièrement des personnalités et des parlementaires de gauche qui ne pensent pas qu'à eux.

Je ne « piste » donc pas l'Homme privé, ni ses ressorts psychiques intimes. Ses emportements, son arrogance sont à mes yeux les manifestations de sa politique, de sa conscience politique et de celle qu'il diffuse. Cet homme sait que ce sont les « conditions d'existence qui en définitive, déterminent la conscience. »<sup>1</sup>

Le marxisme pour lequel nous tenons est celui qui cherche à contribuer à développer la conscience de classe ouvrière, c'est-à-dire « la classe pour soi » et cela passe par une lutte contre tous ceux qui veulent la rabougir et l'encamisoler.

Ce qui devrait être défendu pied à pied face à 44 « insoumis suprême » n'est autre que la démocratie ouvrière, celle **des délégués élus, mandatés, révocables à tout moment**, que nous héritons de La Commune de 1871

Cette démocratie ouvrière qui interdit à un parlementaire assis sur un « score » de prétendre régenter les syndicats.

Cette démocratie ouvrière qui rejette la « hasardocratie » du « tirage au sort » et toutes sortes d'appâts rances tirées de la camelote idéologique que ce nouveau philosophe cherche à faire passer « en contrebande », comme autant de contrefaçons

De façon plus terre à terre, ce qui devrait être « démonté », ce sont les propositions de son Avenir en commun, en faveur de la CSG intégrale, des missions et contrats de travail précaire qui émaillent le programme « stratégique » dont se targue cet animal politique « insoumis ».

A nos yeux, cet animal politique et son état-major sont un cheval de Troie.

Eh bien, un Cheval de Troie peut bien se peindre des rayures sur le torse, il n'en deviendra pas pour autant un zèbre.

En un mot : Mélenchon est un reliquat du vieux monde, du vieux régime.

*Qu'ils s'en aillent tous, et qu'il n'en reste aucun.*<sup>2</sup>

Daniel, le vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2017

---

<sup>1</sup>Karl Marx – Idéologie Allemande

<sup>2</sup>Slogan argentin de décembre 2001 dont JLM n'a retenu que la première partie  
Contre Mélenchon

## AVANT- PROPOS

Rappel : *en PDF, en cliquant sur un paragraphe, on y accède directement – cette contribution ne se lit pas forcément « d'un seul trait », on peut les lire en mode « aléatoire ».*

Je me suis en partie basé sur l'ouvrage « le Choix de l'insoumission » dont je recommande la lecture à toutes et ceux qui pensent que Mélenchon est dans « notre camp » et en particulier aux adhérents de LFI qui, comme nous, veulent en finir avec les « réformes » et avec la Vème république, et aspirent à la satisfaction des revendications vitales des exploités et des opprimés.

Les citations de Mélenchon (abondantes) qui ne sont pas référencées-annotées proviennent directement de son *Choix de l'Insoumission* (édité en septembre 2016 aux éditions du Seuil)

# De « l'état A » à « l'état B » ou... à l'état « gazeux » - (cours de « stratégie » mélenchoniste)

A l'entendre, Mélenchon est un stratège et beaucoup louent ses vertus pédagogiques en cette matière. Il avait opté à l'âge de 25 ou 26 ans pour la stratégie de l'Union de la Gauche, puis, quelques années plus tard, dans les pas de Mitterrand, pour la stratégie de l'Europe sociale et plus tard, il a donc opté pour la stratégie du front de gauche.

JLM : *pour moi, vouloir l'Union de la gauche, c'était vouloir le socialisme*

Au moins, JLM assignait-il un but à cette stratégie : le socialisme. Le tout était de savoir si l'Union de la Gauche faciliterait la lutte pour le socialisme. Ou pas.

JLM ne peut répondre à cette question. En 1983, « l'union de la gauche » au pouvoir ajourne sine die la lutte pour le socialisme qui, de nous à moi, n'a jamais été au « programme »

JLM : *On parle beaucoup du tournant de 1983 mais on en parle très mal. Quelle était la situation ? Nous avons eu 4 dévaluations, nous avons instauré le contrôle des changes et l'emprunt forcé. Le pays a touché le mur de l'argent, que faire ? Une stratégie eût été de dire, nous nous appuyons sur le mouvement social, révolutionnaire des masses qui vont défendre les acquis du gouvernement de gauche. Et bien ou était le mouvement des masses ? Il n'y en avait pas. »<sup>3</sup>*

La stratégie concrète a été de gouverner contre « le mouvement des masses ». Ce qui était perceptible dès septembre ...1981.

A propos du dit « tournant de la rigueur » de 1983, JLM dit : « *non, ça, on pensait que c'était une tactique, pour reprendre notre souffle et appliquer la stratégie suivante : l'Europe sociale* ». Celle qui trouvera son couronnement dans le Traité de Maastricht, salué en 1992, comme un « compromis de gauche » par JLM. Il faudra ensuite attendre près de vingt ans au « stratège » pour convenir que ce traité n'était pas le bon.

En 2016, JLM nous assure qu'il tient enfin la stratégie qui va bien. Une stratégie révolutionnaire, de surcroît. Ça ne rigole pas !

JLM : *j'explique à un de mes interlocuteurs : « Voilà ma stratégie révolutionnaire, c'est la Constituante. C'est quoi la tienne ? Il se fâche : « c'est pas le sujet ». Je lui demande alors : Comment vous faites pour passer de l'état A à l'état B ? Vous comptez sur quoi pour y arriver ? Silence radio »* J'aurais sans doute été aussi interloqué que cet interlocuteur et j'aurais eu la même réaction : « *c'est pas le sujet* ». Parce que le sujet est le programme que vise cette stratégie, à quel Etat B nous mène sa Constituante ? Pas à la lutte pour le socialisme, en tous cas, même si on peut affubler sa 6ème République du sobriquet de république sociale qui ne mange pas de pain. Ce dont il se garde bien à présent. Il était de bon ton d'appeler un courant du PS « pour la république sociale » pour donner le change. Une fois en dehors, il n'a plus le même cachet.<sup>2</sup>

Les digressions de JLM sur la Stratégie avec un grand S prêteraient à rire si la démagogie n'était pas si triste et décharnée. Bonaparte, lui, savait dire, le moment venu, « On s'engage et on voit ».

---

<sup>3</sup><http://lepcf.fr/Bilan-raisonne-de-1981-et-de-la-presidence-de-Francois-Mitterrand>  
Contre Mélenchon

Mais Napoléon savait où il allait. Mélenchon prétend le savoir. Dans l'attente, il tâche de faire tourner et virer son « interlocuteur » dans un cercle vicieux jusqu'à ce qu'il soit sous orbite entre l'Etat A et l'Etat B... qui pourrait bien être l'Etat gazeux.

Le social-démocrate allemand Eduard Bernstein qui s'illustra dans une « révision » en profondeur du marxisme savait, quant à lui, exprimer le véritable fond de sa pensée : « *le mouvement est tout, le but n'est rien* ». Mélenchon connaît-il seulement le fond de la sienne ?

Regardez son programme, sa charte « insoumise », vous n'y trouverez pas plus de référence au socialisme que dans les documents du PS. Ni dans sa « révolution citoyenne » sans révolution, ni dans sa « Constituante » sans souveraineté et en partie « tirée au sort » comme un simple jury, c'est sans fond.

# La main gauche de « Dieu »

## La « légende noire »

Avant de vouer un culte politique à lui-même, l'omniscient et omnichiant JLM a voué un culte plus grand encore à François Mitterrand qui dans son imaginaire collectif à lui tout seul est « Le Vieux ».

JLM : « *Et c'est là qu'on voit le travail des vainqueurs. C'est d'avoir sali l'image du Vieux et de lui avoir scotché des étiquettes infamantes* ».

Des étiquettes infamantes que Mitterrand n'a pas volées, en l'occurrence. Mais en faire état, c'est salir la gauche, se placer du côté des « vainqueurs ». Comme si Mitterrand n'avait pas fait partie de ce que JLM entend par « vainqueurs ».

Comme aujourd'hui, si on scotche des étiquettes méritées sur JLM, on roule pour l'oligarchie financière, Macron et Le Pen.

Sur l'infamie de cet homme, nous étions tous loin du compte. En 1978, Mitterrand déjeune et prend la pose avec Bousquet, organisateur de la rafle du Vel d'Hiv le jeudi 16 juillet 1942. Si cela avait été débusqué par un journaliste, à ce moment-là, Mitterrand aurait été écarté définitivement de la course des présidentielles. Mais, la vie est bien faite...

En 1982, Mitterrand fait amnistier par la grâce Du 49-3, les généraux factieux, terroristes et tueurs de masse de l'OAS ; La même année, il insiste auprès des chaînes publiques pour que Le Pen, réduit alors à 0,75% aux législatives de 1981, puisse y parader.<sup>4</sup>

Puis, chaque année, il ira fleurir la tombe de Pétain. Ne fait-il pas partie du « récit national », celui-là ?

Aurait-il fallu scotcher des étiquettes « pas infamantes » ?

Pour JLM, c'est une « légende noire ».

Soulevons un point de détail : Bousquet était au conseil d'administration de la Dépêche du Midi qui soutenait Mitterrand. Les gouvernements de droite et les ministres de l'Intérieur successifs ne pouvaient pas l'ignorer. Ils ne se sont pourtant jamais servis de ce soutien « contre nature » pour déstabiliser Mitterrand dans sa quête du pouvoir.

Il faut pourtant que JLM victimise Mitterrand, lequel n'a été victime de personne d'autre que de lui-même. Et, il faut qu'il en revienne à la légende rose de Mitterrand.

Il se donne toute cette peine car sa carrière politique est redevable de Mitterrand qui daignait le recevoir à l'Élysée, et l'écouter dire à peu près ce qui lui passait par la tête.

Pour bien faire, il se place alors à la gauche de « Dieu » et non dans ce qu'il appelle « le clergé de Mitterrand ». Affidé mais jamais dévot, il est vrai

---

<sup>4</sup> Voir : *La Main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite.* (Emmanuel Faux. Thomas Legrand. Gilles Perez) – Editions du Seuil.1994.  
Contre Mélenchon



## La légende rose des années Mitterrand

En mai 2011, pour le trentième anniversaire de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, JLM se fend d'une conférence. Il y plaide pour un bilan raisonné de 1981 face « *au procès en trahison de l'extrême gauche* »

JLM : « *je suis toujours chagrin, des visions simplistes que je vois se développer à propos de cette extraordinaire phase politique que nous avons vécu et que l'on appelle les années Mitterrand, d'une appellation globalisante qui contient des choses complètement différentes, et qui le plus souvent s'arrête à l'écume des choses, à leur superficie, et par cela même nous donne une indication du fait que tout récit sur le passé est un récit au présent.* » [...] *Au fond tout n'était qu'une comédie et le traître, avec son masque, ses cachets, et puis un jour, fatigué de faire le socialiste, il l'a jeté, et enfin il a révélé sa vraie nature. Ah, il faut que les brebis se tournent vers le bon berger et d'ici là, on a ce qu'il faut de larmes pour regretter les erreurs qu'elles commettent. Voilà en gros la pensée qui résume l'histoire à une série de complots policiers, dans lequel circulent des personnages de circonstance desquels on n'a rien à attendre. Ça c'est le procès en trahison, c'est celui de l'extrême gauche.* »

Mélenchon est un homme qui pratique souvent la méthode de l'homme de paille, qui consiste à mettre sur le dos de ses « interlocuteurs » des arguments qui ne sont pas les leurs.

Je ne parle pas ici « pour l'extrême gauche ». En temps réel, je n'ai jamais parlé de trahison de Mitterrand en tant que telle mais de trahison du parti socialiste et du parti communiste qui n'a évidemment rien à faire avec un complot policier, mais une manifestation de la lutte des classes au niveau de la société.

Pour étayer sa légende, il en appelle à Alain Krivine

JLM : « *Je vois par exemple Alain Krivine, qui dit sur le programme commun, oui on s'est trompé, c'était de gauche ! Mais c'est une erreur terrible de s'être trompé sur un sujet pareil ! Et là je témoigne comme partie prenante de l'affaire, je n'étais pas membre de la ligue communiste, mais d'une organisation différente du trotskisme. Mais quoi, 20 à 25 000 jeunes gens, garçons et filles, disciplinés, éduqués, aimant la vie, ardent dans le combat, se sont mis à côté de la grande bataille qui allait transformer leur pays et ont laissé des personnes sans doute dévouées, mais bien moins instruites qu'eux dans le combat politique, bien moins déterminées, en quelque sorte devenir les héritiers d'un programme donc ils avaient surtout capté la vague* »

Programme de « gauche », cela ne veut pas dire grand-chose. Lui qui a commencé cette conférence en prévenant contre « l'écume des choses », nous y enlève volontiers. En réalité, les organisations qui se réclament du trotskysme en France n'ont pas combattu le gouvernement en place, qui était « de gauche », plaçant le plus longtemps possible pour qu'il mène une autre politique ou que les députés PS PCF « respectent le mandat », le plus clair du temps. Au passage, pour passer de la pommade ici et là, il gonfle les chiffres des rangs « trotskistes ».

En même temps, JLM nous invite « à partir des faits, de l'analyse dont ils s'organisent entre eux ». JLM a sans doute droit à un quart d'heure de marxisme par semaine.

A sa façon, il nous explique que le 10 mai 1981 est le produit « différé » de la grève générale de mai-juin 1968.

Il nous rappelle au passage que « *comme vous le savez, et si vous ne le savez pas je vous l'apprends, les peuples ne font pas de révolution pour des raisons idéologiques, ils font des révolutions pour régler des problèmes concrets, lorsque toute la structure politique en place s'avère incapable de les régler.* ». Mitterrand avait sa « part de vérité », JLM a sa part de lucidité. Elle consiste ici à répéter ce qu'il a appris lorsqu'il militait dans les rangs de l'OCI.

A tous ceux qui, comme moi, crient à la trahison, il oppose les pseudos « acquis de 1981 » :

JLM : *« retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, semaine de 39 heures payées 40, hausse du smic de 10%, du minimum vieillesse de 20% ,les allocations familiales de 55%, création de l'impôt sur la fortune, créé en 1982, abrogé par la droite en 1986, rétabli par la gauche en 1998, relèvement de 60 à 65% du taux supérieur de l'impôt sur le revenu, application d'un prélèvement additionnel exceptionnel de 25 % sur les revenus supérieurs à cent mille francs, nationalisation de trente-six principales banques de dépôt et des grandes industries, Alcatel, Alstom, Saint-Gobain, Pechiney, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, et touti quanti... »*

Le seul acquis tangible, c'était la retraite à 60 ans. Au vu de ce qu'il explique lui-même lors de cette conférence, cet acquis est un sous-produit du mouvement engagé en mai juin 1968.

La hausse du SMIC en juin 1981 était bien sûr, sur l'instant, « mieux que rien, mais compte tenu du niveau de l'inflation, n'avait rien d'une « conquête ». C'était un « à valoir », dans l'espoir que ce « coup de pouce » se répercute sur toutes les grilles de salaire. Hélas, dès septembre 1981, le gouvernement faisait pression en faveur du blocage des salaires.

Quant aux nationalisations, le tout était de savoir à quelle politique elles obéiraient. On a vu !

S'agissant de la semaine de 39 heures, JLM se livre à une de ces arnaques intellectuelles dont il est coutumier. Ces « 39 heures » étaient corsetées dans une Ordonnance qui non seulement introduisait la flexibilité des horaires sur la semaine et donc une première entorse à la Journée de 8 heures mais aussi : 39 heures payées 39. Une vague de grèves de masse spontanées a contraint Mitterrand à ordonner personnellement le versement d'une indemnité compensatoire de 2,75%

Il vante ensuite la loi Auroux sur les droits des travailleurs qui, en réalité, fut la première brèche ouverte dans la hiérarchie des normes et le principe de faveur, et aussi une façon de mettre en « concurrence » le fait syndical et « la libre expression des travailleurs », dans la voie du « management participatif ».

Ici un rappel des titres s'impose.

Dans les colonnes de l'hebdo Informations ouvrières du 26 septembre 1981, nous lisons : *« « Non à la politique d'austérité ! Non à la politique des revenus et au blocage des salaires ! Non à l'aggravation des charges et impôts qui retombent sur les épaules des masses laborieuses ! Pas un seul licenciement ! Embauche immédiate ! Hausse générale des salaires et rapport avec la hausse des prix ! Le dilemme est là, clairement posé : Collaboration de classes avec le capital ou lutte de classes contre le capital. C'est ainsi que la question est posée face aux graves problèmes économiques et financiers. Seules des mesures anticapitalistes peuvent sauver les masses laborieuses et la jeunesse. »*

Je cite IO qui était alors on ne peut plus complaisant à l'endroit de Mitterrand.

En effet, dès le mois d'octobre 1981, le Conseil des ministres prend, un premier train de mesures nocives

- augmentation de 33% de la part salariale des cotisations à la sécurité sociale (reprise d'une mesure du gouvernement précédent
- maintien du service militaire à un an, assorti de l'abaissement de l'âge d'incorporation
- préparation d'un budget qui augmente la part affectée à l'Armée et à l'Enseignement privé
- -travail partiel pour les femmes dans la fonction publique

- recommandation du ministre Delors au patronat pour qu'il pousse à limiter à 10% (sous l'inflation) l'augmentation annuelle des salaires

Ce n'était que l'amorce de ce qui va suivre :

- introduction de la flexibilité du temps de travail (modulation des horaires sur la semaine) ;
- désindexation des salaires et des prix entraînant une baisse du pouvoir d'achat de 20% sur 10 ans ;
- budget global hospitalier entraînant des milliers de suppressions de lits puisqu'il s'agit d'une « enveloppe » annuelle à ne pas dépasser alors que précédemment, les hôpitaux étaient financés selon le nombre de journées d'hospitalisation (« le prix de journée ») – ajoutons à cela le forfait hospitalier, le tout sous l'égide du ministre PCF J. Ralite ;
- plan acier de démantèlement de la sidérurgie : 25 000 suppressions – qui marquent le début de la saignée industrielle ;
- dénonciation islamophobe contre les grévistes de Talbot (absorbé par PSA) en grève contre les licenciements ;
- ouverture des camps de rétention anti-immigrés ;
- lois Auroux qui promeuvent les négociations dans les entreprises au détriment des branches et permettent au nom de la « libre expression » des salariés de court-circuiter les syndicats ;
- promotion du travail précaire à travers la mise en place des TUC (travaux d'utilité publique), en particulier à la RATP (« *RATP Juniors* ») présidée par C. Quint – PCF ;
- Loi d'orientation des transports intérieurs qui confère à la SNCF le statut hybride d'EPIC, avec obligation « contractuelle » d'équilibrer les comptes – Désengagement financier de l'Etat, maintien de la « dette historique des chemins de fer »
- Etc.

Et coetera, en effet. Voilà un aperçu du bilan brut des années Mitterrand. Il y aurait matière à écrire une contribution sur cette période, intégrant également la politique étrangère menée par Mitterrand, et les grèves importantes qui se sont imposées face à un gouvernement soutenu par les directions syndicales. Qu'il ne soit pas dit comme l'assène JLM pour couvrir les siens (et se couvrir lui-même) qu'il n'y a pas eu de « *mouvement des masses* ».

<http://lepcf.fr/Bilan-raisonne-de-1981-et-de-la-presidence-de-Francois-Mitterrand>

## L'Europe sociale ... des capitalistes et des

# banquiers

Dans le mémorable « duel » d'entre deux tours qui oppose Mitterrand à Giscard, Mitterrand avait assuré son rival qu' « il n'était pas question de sortir du serpent monétaire européen ».

C'est au nom de ce « serpent » que le tournant de la rigueur de 1983 fut « acté », le fait ayant précédé « l'acte ».

*JLM : La France doit rester dans le serpent monétaire européen. Le franc était lié aux autres monnaies par un rapport qui avait été fixé et qui devait rester stable. Si on décidait de sortir du serpent monétaire européen, on désarticulait les débuts de la construction de l'Europe sans savoir où on allait*

Tandis qu'en restant dans ce serpent, on savait où on allait ?

Nous savions que cette « Europe » était l'Europe des trusts. Nous ne savions pas par quelle alchimie, elle aurait pu se transformer en Europe sociale.

Mélenchon qui entrait alors au Sénat avait choisi : entre la défense des intérêts des travailleurs et de la « majorité sociale » du peuple et la « construction européenne », il avait choisi et ne renie pas ce choix, le choix de la soumission.

Le fameux « mur de l'argent » contre lequel se seraient fracassées les ambitions socialistes avait donc comme mortier la « construction européenne ». Et, on va encore essayer de nous faire croire que Mélenchon est en croisade contre l'UE, issue de cette « construction ».

Précisons qu'en ce temps-là, la grande majorité des pays d'Europe ne faisaient pas partie de la CEE, ancêtre de l'UE, pour bien comprendre que le refus de cette « construction » n'aurait pas jeté la France au ban des nations, ni contrainte à l'autarcie...après les bons mots de 1981 sur « la reconquête du marché intérieur ».

C'est sur l'autel de la construction européenne qui fut dépecée la sidérurgie, au compte d'une division européenne du travail et des « marchés ».

Pour justifier ce choix faussement cornélien, Mitterrand usait des bons mots : qui n'était pas pour « l'Europe » était un nationaliste et, assénait-il, « le nationalisme, c'est la guerre ». De quoi ravir notre « indépendantiste français » et son « roman national ».

On a alors « vendu » l'Europe comme un remède miracle contre les guerres. Les guerres qui suivirent furent mises sur le dos de la chute du Mur de Berlin et du démantèlement de l'URSS. Ce qui n'exonère en rien la « construction européenne », intégrée au statu quo international issu des accords de Yalta et Postdam entre les trois « grands » : Roosevelt, Staline, Churchill.

Au reste, en 1983, Mitterrand et son fils spirituel JLM ne militaient pas du tout pour la réunification de l'Allemagne et, face à l'Etat de guerre proclamé par le général Jaruzelski en Pologne le 13 décembre 1981, le gouvernement français s'empressa de se retrancher derrière le principe de non – ingérence.

Le pacifisme de Mitterrand ne le gêna en rien pour appuyer l'intervention militaire de Thatcher aux îles Malouines au printemps 1982. Thatcher n'était-elle pas une « partenaire européenne » ?

## Maastricht : qui a roulé Mélenchon ?

Onze ans plus tard, Mélenchon, sur les bancs du Sénat, est en première ligne de défense du Traité de Maastricht :

*Mais l'intégration représente un plus pour nous ; la construction de la nation européenne est un idéal qui nourrit notre passion. Nous sommes fiers, nous sommes heureux de participer à cette construction.*

*Nous sommes fiers de savoir qu'il va en résulter des éléments de puissance, qu'un magistère nouveau va être proposé à la France, à ma génération, dans le monde futur, qui est un monde en sursis, injuste, violent, dominé pour l'instant par une seule puissance.*

*Demain, avec la monnaie unique, cette monnaie unique de premier vendeur, premier acheteur, premier producteur, représentant la première masse monétaire du monde, l'Europe sera aussi porteuse de civilisation, de culture, de réseaux de solidarité, comme aujourd'hui le dollar porte la violence dans les rapports simples et brutaux qu'entretiennent les Etats-Unis d'Amérique avec le reste du monde.*

*(...)*

*Si j'adhère aux avancées du Traité de Maastricht en matière de citoyenneté européenne, bien qu'elles soient insuffisantes à nos yeux, vous devez le savoir, c'est parce que le plus grand nombre d'entre nous y voient un pas vers ce qui compte, vers ce que nous voulons et portons sans nous cacher : la volonté de voir naître la nation européenne et, avec elle, le patriotisme nouveau qu'elle appelle. (Applaudissements sur les travées socialistes).<sup>5</sup>*

Il soutiendra également que Maastricht est le contrepoids politique à la libre circulation des capitaux et des marchandises et précisera qu'il n'est pas totalement satisfait du Traité<sup>6</sup>

Joli tour de passe-passe car le Traité de Maastricht en se penchant sur « l'harmonisation sociale » ne contrebalançait rien du tout : cette « harmonisation » était au contraire indispensable à cette « concurrence libre et non faussée » en Europe. L'ambition des auteurs du Traité consistait à imposer, de directives en directives, un droit social européen contre les droits et garanties collectives acquis et conquis par les salariés des différents pays.

Ah mais, depuis lors Mélenchon est revenu sur sa position de 1992. Il y a prescription, en quelque sorte. En 2015, sur le plateau de BFM, il dit : « tout ce qui comme moi ont cru à l'époque qu'on allait mettre de la politique, se sont fait rouler »<sup>7</sup>

Roulé ou pas, ce grand stratège devant Mitterrand reste partisan d'une Europe « politique », tout en flirtant avec le « souverainisme »

Je ne suis en rien souverainiste, je pense simplement que l'Europe ne peut être unie autrement que sur des bases socialistes et non par l'intégration capitaliste qui n'est en rien un progrès par rapport aux nations anciennes, tout au contraire. Face à cette construction européenne, je ne défends pas la « nation française » ou « l'indépendantisme français » face à « l'Europe de

---

<sup>5</sup><http://vivelepcf.over-blog.fr/article-31358665.html>

<sup>6</sup><http://www.ina.fr/video/MOC9209050002>

<sup>7</sup><https://www.youtube.com/watch?v=0p6wEQ-6J3o>

Merkel » comme le fait ce chauvin, mais toujours la même chose : la position acquise par la classe ouvrière dans tous les pays et la lutte contre la concurrence entre salariés, mais aussi l'existence des communes et départements en France, acquis de la grande révolution française, tout comme le droit des peuples catalans, basques, irlandais à disposer d'eux –mêmes. Ce qui conduit au refus de l'Europe des « régions ».

Mélenchon ne fait pas partie de ceux qui se font « rouler ». Il était parfaitement au courant de la directive 91440 de 1991 qui ordonnait la séparation des chemins de fer entre « infrastructure » et « exploitation » pour casser les monopoles publics de rail et permettre de louer des « sillons » (un parcours dans un créneau horaire donné) à des opérateurs privés. Cette directive opérait au compte de cette « Europe politique » là.

Quand pour les besoins de sa popularité, JLM revient sur les positions qu'il a prises dans le passé, il fait penser à cette boutade ouvrière classique

Article premier : le chef a toujours raison

Article deux : si le chef se trompe, c'est qu'il a été induit en erreur

Une question reste en suspens : qui a roulé Mélenchon ? Ne serait-ce pas, à tout hasard, un certain Mitterrand mais là, on touche à l'intouchable.

# Un coq en hiver

En 2000, Mélenchon est devenu ministre délégué, sous la tutelle directe de Jack Lang, chargé de l'Education nationale. Le sous-ministère De JLM est dédié à l'enseignement technique. Ses adeptes actuels sont discrets sur ce passage aux « affaires » qu'il ne renie pourtant pas. Bien au contraire.

Avant de revenir sur le mal qu'il a causé à l'Enseignement technique, il n'est pas superflu de retracer son évolution au sein du PS au cours des années 90. Faire un relevé de carrière, du jour où il est devenu, à 27 ans, directeur de Cabinet du Maire de Massy (Essonne-91) nous fatiguerait vite. 5 ans plus tard, en 1986, il sera sénateur sur un fauteuil qui ne le quittera plus jusqu'à la fin des années 2000. Il le troquera alors pour un fauteuil au parlement européen, jusqu'en ce jour béni où il devient député, en juin 2017.

Ce qui est plus édifiant, ce sont les trous de souris et chas d'aiguille par lesquels ce chameau politique a dû passer au sein du PS, avant de devenir ministre de seconde catégorie.

JLM : *si vous ratez le trou de souris, vous vous écrasez contre le mur*

## Pendant « l'hiver du socialisme »

JLM : « 1983, élu municipal, maire adjoint, conseiller général de l'Essonne et 1986, sénateur »

En 1981, premier secrétaire de l'Essonne.

JLM : *Mai, 1983, il ne faut pas croire que cela nous est tombé dessus comme un seau d'eau froid. On a compris progressivement que l'hiver du socialisme était là (...) on continuait à penser qu'on était en route vers le socialisme, et Lionel Jospin nous explique qu'on met juste notre projet entre parenthèse (...) On va se rendre compte peu à peu qu'en fait de pause, on a bifurqué et qu'on est parti dans une direction à laquelle personne n'avait songé auparavant (...) on ne sait plus très bien comment faire*

Mais, chacun sait ce qu'il fait : rigueur, austérité, « Europe », déréglementation et « plans sociaux ». Avec un peu de « montée du FN », SOS racisme pour donner le change et « droit à la différence » pour mettre son mouchoir sur la différence des droits.

JLM : *...Enfin, en 1986, je suis élu sénateur et je suis aux premières loges pour mener moi-même la bataille au niveau national*

Au détour d'une phrase, on apprend que Pierre Joxe était son maître à penser, ce qui a « emporté la décision » de son investiture aux élections sénatoriales.

Pierre Joxe sera plus tard ministre de l'Intérieur et à ce titre interviendra à l'assemblée nationale pour déclarer :

*« La France n'a pas les moyens de devenir le pays d'accueil des populations déshéritées de l'ensemble du monde en voie de développement. Autant la France a la capacité et le devoir d'intégrer ceux qui, légalement, sont sur son territoire, autant elle a le devoir et la lucidité de dire qu'elle ne peut pas accueillir indéfiniment des gens qui, certes, sont chassés par la misère, qui, certes, sont chassés par la pauvreté, mais qui ne peuvent pas trouver de chance de développement*

*ni de vie normale s'ils arrivent de façon illégale, clandestine, dans un pays où ils ne seront pas bien traités (...). »<sup>8</sup>*

Pierre Mazaud gratifiera cette intervention de Joxe d'un « très bien ». Ce Mazaud est certes un grand alpiniste, mais c'est aussi ce qu'on appelait un « gaulliste de choc », lié au « syndicat » étudiant UNI.

Avec un maître à penser comme Joxe, on comprend mieux pourquoi, en août 2016, JLM a pu affirmer qu'il n'est « pas pour la liberté d'installation des étrangers », par ailleurs sommés d'adopter la fiction nationale qui a pour nom « récit national ». Les propos de Joxe sont à recouper avec ce que dira Mitterrand à la même époque : « le seuil de tolérance est dépassé » en matière d'immigration, complété ensuite par Rocard : « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». En revanche, on peut la provoquer, cette « misère du monde », en Afrique, en Irak, en Libye, en Syrie, etc.

Cela dit, attention. Mélenchon a certes un maître à penser et un père spirituel, mais...

*JLM : J'en ai toujours fait qu'à ma tête, courant après mon fil rouge du socialisme*

On a vu ce qu'il a fait de ce fil rouge, un fil BBR qui a tendance à se « barbelier » sur les bords.

L'ascension de Mélenchon n'en reste pas moins touchante.

*JLM : j'étais absolument un imbu de la gloire d'être un élu du peuple. J'ai toujours ma première écharpe tricolore. Encore aujourd'hui, je ne peux pas la mettre sans l'embraser avant*

Mélenchon était un homme vernis, avec un père spirituel, un maître à penser et un mentor : Claude Germon, l'édile de Massy et, par ailleurs, secrétaire confédéral de la CGT. Jusqu'au jour où ce brave homme a été pris dans les rets de l'affaire Urba (financements occultes).

## Deux pieds nickelés (écrasés)

Les mauvais esprits se rencontrent. Mélenchon rencontra Dray.

*JLM : on s'est vite compris (...) En fait, on commence à travailler ensemble entre 1987 et 1988, dans toute l'ébullition autour de la campagne de François Mitterrand. **Car il n'avait pas été inclus à la petite équipe de campagne qui entourait Pierre Bérégovoy. Moi non plus. On était très amers tous les deux (...)** Ça nous a rapprochés*

Voilà qui se passe de tout commentaire. C'est l'histoire de deux Pieds écrasés.

*JLM : On s'est d'abord retrouvés tous les deux à faire des opérations de francs-tireurs autour du vaisseau amiral de François Mitterrand qui se déplace lentement vers la déclaration de candidature en février.*

Là encore : rien à commenter !

*JLM : Dray occupe une partie du terrain, moi, j'occupe l'autre. Lui, sur les mouvements de jeunesse, avec SOS Racisme qu'il a cocréé. Moi avec la campagne : « Pour nous, c'est lui ». Avec nous, François Mitterrand dispose donc d'une véritable escouade, car on avait une vraie influence sur les milieux qu'on touchait*

---

<sup>8</sup><https://www.gisti.org/spip.php?article3538>  
Contre Mélenchon



Partage des tâches dans un seul but : assurer la réélection du « Vieux ». Pour la partie « rires et chanson », c'est Renaud Séchan qui s'en charge avec son « Tonton, laisse pas béton ». Le « Vieux » entend se faire désirer. Les deux pieds nickelés (écrasés) veulent que « Tonton » les désire.

## Le premier effet Rocard

Sans doute, cette petite escouade pour « Lui » n'a pas vu le coup venir. La potion va être plus amère encore, mais pour avaler des couleuvres, il en faut !

*JLM : ...après la victoire de 1988, arrive Rocard comme Premier ministre, ce qui est pour nous la mauvaise surprise. Je le dis comme je le pense à l'époque, je le dirais différemment aujourd'hui parce que j'ai acquis pour cet homme du respect*

Les deux larrons condamnent alors Rocard « parce qu'il fait l'ouverture à droite ». En nommant des ministres de la droite dite « centriste » (Durafour, Soissons ...)

*JLM : notre première idée était de guérir le Parti socialiste à coup de mouvements sociaux*

Les deux larrons en foire ne doutent de rien. Ils sont capables de déclencher des mouvements sociaux. Pas moins. Des mouvements sociaux qui n'auraient pas pour but d'arracher des revendications sociales mais de guérir le PS par une sorte de remède de cheval. Par contre, lorsqu'un « mouvement social » s'amorcera contre la CSG deux ans plus tard, JLM sera dans ... le camp des vainqueurs.

*JLM : je publie une tribune dans Politis censée être le texte fondateur de notre groupe. D'accord, le titre est absurde : « la social-démocratie urbaine ». Reste l'idée : l'acteur c'est le peuple urbain.*

Voilà qui n'est guère civil à l'égard des petits paysans et des habitants des friches industrielles. Sans urbanité.

*JLM : il y a une certaine dose d'opportunisme dans ce texte, car il est publié un an avant les élections municipales.*

Un opportunisme fort opportun, en somme.

*JLM : cela part de l'idée que les collectifs citoyens sont les instruments de l'ère moderne, sur le mode des collectifs ouvriers autrefois*

Les « collectifs ouvriers », c'est ringard. D'autant plus que cela n'a existé nulle part ailleurs que dans l'imaginaire collectif de Mélenchon. Ce qui a existé, ce sont les comités de grèves, à différents échelons et d'autres comités ouvriers et populaires. Mais peut être le mot « comité » lui-même est ringard... En russe, cela se prononce : SOVIET

*JLM : les marxistes formels du groupe étaient horrifiés*

Des marxistes au PS ? Formels, en plus ? Ah bon ! Je l'ignorais. Il est pourtant vrai que Guy Mollet, en 1946, au moment de prendre la tête du PS, se bombardait marxiste, lui aussi...

## Un panier de crabes nommé « nouvelle école socialiste »

JLM : *A l'époque, pour nous, il n'y a pas d'organisation ni d'action politique possible en dehors du Parti socialiste (...) Notre idée était donc de stimuler l'activité populaire pour que le parti lui-même se mette à prendre en charge les revendications et les aspirations supposées socialistes du grand nombre*

Il est clair que l'envoi des CRS de Rocard contre les infirmières en grève, avec les lances à incendie ont eu un effet « stimulant » mais cela n'a pas donné envie au « parti » de prendre en charge leurs revendications.

JLM : *la figure de Mitterrand reste centrale pour nous. N'oubliez jamais, il est l'homme de 1981*

Dray et Mélenchon ont beau être des « francs-tireurs », ils « informaient au fur et à mesure le Président.

Mélenchon est aussi une mouche du coche

JLM : *à l'époque, j'avais des amis parmi les syndicats de contrôleurs aériens. Ils ont déclenché une grève qui a abouti à un désordre inouï. Michel Delebarre, alors ministre des Transports a dit à un syndicaliste : « Dis à Mélenchon qu'il ne m'aura pas » (...) je n'y étais pas pour rien*

Toutes ces turbulences donnent corps à un courant au sein du PS qui va s'appeler la Nouvelle école socialiste qui va ensuite devenir la Gauche socialiste avec Marie Noëlle Lienemann.

En 1992, face au Traité de Maastricht, Dray et Mélenchon ne joueront pas la même carte. L'un est pour Maastricht. L'autre non (il s'amendera plus tard).

## Les grenouilles de bénitier de Mitterrand

Je me serais volontiers passé de revenir sur ce parcours aussi tordu vers « l'exercice de l'Etat ». Nous ne sommes pas au bout de nos peines.

JLM : *Nous participons à tous les complots pour prendre la tête du PS. Le parti est en train de turbuler, c'est le début de la guerre de succession, de la préparation de l'après-Mitterrand. Nous nous y sommes perdus (...) Quatre premiers secrétaires du PS en moins de trois ans. Le premier complot, c'est Julien Dray qui le monte avec Jean-Marie Le Guen et Jean Christophe Cambadélis, pour renverser Fabius et mettre à la place Rocard à la tête du Parti, après l'échec des législatives de 1993*

Oui, nous avons bien lu : Rocard qui était l'homme à abattre depuis 1978 (quinze ans) devient l'homme nouveau !

JLM : *C'est le désastre des législatives de 1993 ! Dray vient me voir en disant que cela ne peut plus durer, **qu'on est tenu à l'écart de tout par Fabius** et qu'il nous mène au désastre en 1995(...) Nous sommes exsangues, il fallait repartir de l'avant.*

Quand on n'a pas de boussole, reste l'instinct de conservation politique

JLM : *il faut dire que Fabius m'avait confisqué ma fédération ! En bon seigneur féodal socialiste, je devais réagir*

## L'agonie du PS a commencé

L'année 1993 fut la première année noire pour le parti socialiste. Aux législatives, ce parti perd 17% de ses voix et plonge à 20%. Compte tenu du mode de scrutin, il n'obtient que 57 députés. Le Premier ministre sortant, Pierre Bérégovoy met fin à ses jours en mai.

Fabius incarne alors ce qui se fait de plus à droite et plaide pour la transformation du PS en « parti des réformes », ce qui reviendrait à liquider le PS corps et biens.

## Un Rocard, sinon rien !

JLM : *en tous cas, stupeur, Michel Rocard accepte beaucoup des choses qu'on lui propose : le fait de s'engager à ne pas faire d'alliance avec les centristes, le fait d'accepter l'idée, déjà, d'une gauche « rouge-rose-verte » qui n'était pas du tout la sienne au départ*

Rocard a toujours su adapter sa tactique aux circonstances (la droite centriste n'avait plus aucun intérêt à se rapprocher du PS en charpie, Balladur comme Premier ministre lui allait comme un gant). Sans rien lâcher sur le fond. En apparence, on peut penser que Mélenchon entraîne Rocard sur son terrain. Or, comme il le souligne lui-même, c'est Rocard qui va « driver » Mélenchon

JLM : [Rocard] *a été inventif et créateur. Il était fasciné par la social-démocratie d'Europe du Nord et il rêvait d'un **parti capable de rassembler la société** (...) Je lui ai proposé la constitution d'un secteur du comité directeur appelé « Tiers- sociétal », composé de représentants de la société, d'associations...*

JLM plus rocardien que Rocard, pourrait-on dire. En fait, Mélenchon a mis un Rocard dans son moteur et ce qu'il nous chante de nos jours contient une bonne dose de Rocard.

Hélas, les élections européennes de 1994 vont avoir raison de Rocard. Le bougre n'y est pas pour grand-chose. Il s'est heurté à la concurrence d'une liste de Bernard Tapie, mais la rumeur dit que derrière la campagne de cette « grande gueule » présentée par le groupusculaire mouvement des radicaux de gauche, il y avait la « main de Dieu »...

Résultat : 14,5% pour la liste Rocard - PS et 12 pour Tapie (dans l'ombre du « Vieux »).Emmanuelli succède à Rocard à la tête du PS, avec l'aide de JLM

JLM : *on pousse donc Rocard par un nouveau complot. Je prépare alors, avec Bartolone, la candidature d'Henri Emmanuelli à la tête du PS. Pour moi, c'était la gauche en personne ! Et, on gagne sur la ligne « A gauche, toute ! » face à DSK que nous battons à plate-coutures*

A gauche, toute ? Mais finalement, trop à gauche pour JLM, semble-t-il.

JLM : *Emmanuelli n'avait pas du tout les pratiques de Rocard ... il est très formaliste et ne s'intéresse à aucune question théorique du socialisme.*

Par questions théoriques du socialisme, il faut entendre « innovation » ou « rénovation ».

JLM : *il supprime séance tenante le Tiers sociétal et confie la présidence du comité directeur que je devais assumer à Ségolène Royal.*

Ensuite arrive vite la préparation des présidentielles de 1995 qui se présentent mal. Passons sur la tentative d'imposer la candidature de Delors qui est l'incarnation de l'Europe de Maastricht. Puis un « duel » entre Emmanuelli et Jospin, au cours duquel JLM soutient Emmanuelli. Finalement, c'est Jospin qui « emporte » l'investiture.

# La VAE de Mélenchon

Après le détour fastidieux que j'ai dû emprunter pour sonder l'animal politique qui sommeille en Mélenchon, en essayant de m'y retrouver dans ses contorsions, à la limite de m'infliger une entorse au cerveau, j'en arrive à ce coin du tournant où, sous la férule de Jospin, le PS semble connaître un nouveau printemps.

## La réanimation du PS

De 1993 à 1995, Balladur s'est usé plus vite que son ombre et la droite a connu sa « fracture sociale ». Fin 1993, c'est la grande grève à Air France et au début du printemps suivant, une nouvelle levée en masse de la jeunesse contre le CIP face à laquelle Balladur recule. La CGT refuse alors la mascarade de la concertation autour de cette tentative de mettre en place un SMIC Jeunes. Fin 1993, se produit également une manifestation conjointe CGT et FO de la fonction publique à laquelle se joignent les fédérations CGT et FO de cheminots. Le 6 octobre 1993, c'est aussi la première manifestation nationale des cheminots et de la quasi-totalité des fédérations syndicales de cheminots. La loi quinquennale sur l'emploi qui servira plus tard de matrice aux lois Aubry sur l'aménagement et la réduction du temps de travail cristallise un front du refus. Le ministre Alphan déry lors des débats parlementaires n'hésitera pas à dire que cette loi a pour objet d'effacer « 36, 45 et 68 ».

Bien que cette réforme n'ait pas suscité de riposte syndicale, la loi portant à 40 les annuités pour la retraite et calculant les retraites sur les 25 meilleures années dans le Privé (au lieu de 10) porte en elle la révolte. C'est le moment où des voix s'élèvent contre la « pensée unique ».

Les députés PS, réduits à la portion congrue, votent contre toutes ces mesures.

La campagne présidentielle est émaillée de grèves importantes

Le score de Jospin au premier tour des présidentielles n'a pourtant rien d'une performance : 23,30 %. Un simple « frémissement » : ce parti bouge encore une oreille, il n'est pas encore mort. Le PCF non plus puisque Robert Hue fait un peu mieux que Lajoinie en 1988. Si « surprise » il y a, elle vient d'Arlette Laguiller qui passe le seuil des 5 % (5,3).

La candidature de Jospin a tiré profit de la division entre Balladur et Chirac. Jospin est passé « devant » Balladur. En vue du second tour, le PC recourt à une formule habile : « utiliser le vote Jospin ». L'effet de surprise survient au second tour. Jospin obtient en effet 47,36 %, sans avoir fait montre d'une grande pugnacité. Du débat très courtois entre Chirac et Jospin, on retient que l'un est pour la CSG et l'autre pour la TVA sociale. Chirac prenant même « à gauche » Jospin en l'accusant de vouloir « le nivellement par le bas »

La grève potentiellement générale de novembre décembre 1995 passe littéralement sur le corps du PS dont une partie soutient le Plan Juppé. Le silence de Jospin, Premier secrétaire, est assourdissant.

Même paralysie lorsqu'au printemps 1997, cent mille personnes, à l'appel d'intellectuels et d'artistes manifestent contre la loi Debré qui prévoit la délation obligatoire contre les sans-papiers.

## La « gauche plurielle »

Tirant aussitôt les leçons de la grève de 1995, Robert Hue, dès la fin décembre de cette année-là, joue la carte de « la gauche plurielle » au travers de « forums pour un autre avenir ». Cambadélis lui emboîte aussitôt le pas. Mais, cela ne soulève pas l'enthousiasme du « PC d'en bas » qui vit comme un cauchemar toute perspective de nouvelle alliance de gouvernement avec le PS et, plus encore, de participation directe au gouvernement.

Mélenchon que je « découvre » à ce moment-là lors d'une émission tardive à la télé, s'en prend à « l'ordre établi ». J'aime assez la formule qui m'étonne de la part de ce type qui appelait à voter pour Maastricht...

En 1994, Gérard Filoche et sa « tendance » au sein de la Ligue sont entrés au PS et diffusent le journal « Démocratie et socialisme ». Cela pouvait expliquer la « radicalité » du discours de Mélenchon, un ou deux ans après. Saine émulation entre deux ressortissants du trotskysme, l'un de la LCR, l'autre de l'OCI.

Dans son récit national personnel, JLM évoque la grève de 1995 mais ne dit mot de ce qu'il a fait à ce moment-là, ne serait-ce qu'au sein de son parti. Pas de trace de « francs-tireurs », pas d'histoires de peser sur le parti « à coups de mouvements sociaux » ou de visite à Mitterrand à ce sujet ou de contact avec Jospin pour lui dire : « mais qu'est-ce que tu attends pour soutenir les grévistes ? ».

Jusqu'au jour où sans crier gare, à un an de l'échéance, Chirac dissout l'assemblée nationale dans un climat général qui laisse craindre à tous les puissants une récurrence du Tsunami social de novembre-décembre 1995. Contrairement à ce que nous ont seriné les politologues, chiracologues et autres, il n'y a pas eu de « calcul » mais une mesure d'urgence dans une situation qui lui échappait, dans une situation où tout « débarquement » de Juppé aurait stimulé un « second round » ciblant plus directement Chirac, empêtré dans des affaires, avec « des affaires dans les affaires » comme dirait Pasqua. Pasqua qui, après avoir opté pour Balladur, avait répondu à une question d'un journaliste portant sur l'attitude Juppé face à la Grève de novembre-décembre : « Les Français, il faut leur parler d'amour ».

Toujours est-il qu'au soir du premier tour Du 25 mai 1997, le PS ne crève pas le plafond : 23,5% des voix. Le PC tangente les 10% et les Verts frôlent les 7%. L'extrême gauche écopant de 2,5%, les divers gauche 2,8%

Il y a par ailleurs 32% d'abstentions et il y en aura encore 29% au second tour

Les deux partis de la droite UDF et RPR réunissent 31% des suffrages et le FN près de 15.

Il y a donc des « triangulaires » droite-gauche-FN

Ce qui débouche sur une majorité de députés de gauche, sans majorité absolue pour le PS ;

Tout cela pour dire que de 1993 à 1997, le PS a subi les événements, comme le chien crevé au fil de l'eau.

Ensuite : cinq années de cohabitation dans un gouvernement Chirac-Jospin.

*JLM : je ne permets pas que l'on s'abandonne devant moi aux facilités sarcastiques concernant François Mitterrand ou Lionel Jospin. Je rétorque souvent à mes interlocuteurs : « tu ne le veux pas la cinquième semaine de congés payés ? Donne-là à quelqu'un d'autre ! Ca ne t'intéresse pas de travailler 35 heures, les 4 heures supplémentaires payées au-dessus ? Donne-là à quelqu'un d'autre ! »*

Grosse arnaque intellectuelle aussi grosse que l'arnaque des 35 heures, comme nous disions alors. En 2000, son camarade Gérard Filoche a même écrit : « la loi Aubry détruit la vie des  
Contre Mélenchon

salariés ». L'annualisation du temps de travail, avec des semaines de travail variables évitaient de payer les heures sup. Les lois Aubry ont été la cause d'une grande vague de grèves. Sans oublier la modération salariale recommandée par Aubry. Mais aussi, les dérogations aux accords de branche qui préfiguraient la loi El Khomri.

Comme si je lui rétorquais :

- t'en voulais des 35 heures sauce Maastricht ? T'avais qu'à les faire, avec la paye qui va avec et un planning de travail « débricolé » et des « renforts de nuit » !

En 2000, Mélenchon entre au gouvernement avec le portefeuille de ministre délégué à l'enseignement technologique...

## Monsieur le ministre de l'Alternance Ecole-Entreprise

Mélenchon passera à la postérité pour avoir inventé les Lycées des métiers.

*JLM : dans un même établissement – toutes les formes d'enseignements sur un métier : par apprentissage, par alternance...Ainsi que tous les niveaux, depuis la CAP, qui est le premier niveau en France jusqu'au BTS.*

Mélenchon est fier de cette fusion entre ces « formes d'enseignements » et en particulier les formes d'enseignement par apprentissage et par alternance...Que nous combattions lorsque nous étions élèves des LEP, préparant des CAP et des BEP, pour ce qu'elles sont : **des formes d'exploitation de la jeunesse qui se traduisent par une diminution des heures de cours, au détriment de l'enseignement général.**

L'Alternance dans des entreprises comme la SNCF a aussi stimulé les suppressions d'emploi. Ainsi, les tâches liées à un poste d'agent titulaire supprimé ont été réparties entre des « alternants » qui ont une « mission », dans la logique de substitution des missions au métier et à la qualification professionnelle.

Ces « alternants » sont incités à faire des heures supplémentaires gratuites, y compris en heure de nuit, sous peine d'une mauvaise évaluation de leur tuteur qui jouera sur l'obtention du diplôme qu'ils préparent. Les promesses d'embauche n'engagent là encore que ceux qui y croient.

Le terrain avait été préparé par la Loi Carraz de 1988 mettant en place les « bacs professionnels » qui n'étaient pas des baccalauréats mais des super BEP. Comme s'en plaignait la secrétaire d'Etat aux Universités Alice Saunier-Seïté en 1976, Le vrai bac est le « Sésame ouvre-toi » de la porte des facs. A tout le moins, ces diplômes se préparaient sur quatre ans. Mais, grâce à Mélenchon, il était devenu possible de les préparer sur trois ans. Et, depuis le retour de la droite aux affaires, en 2002, le BEP a été supprimé et le bac pro se prépare sur trois ans, avec des séquences en entreprise

*JLM : En deux ans, on va faire une œuvre immense qui, **en général**, est saluée par le milieu*

Par quel milieu ?

Pas les enseignants en tous cas, comme le montre cet extrait d'un tract unitaire des syndicats enseignants de l'Académie de Versailles

La réforme ministérielle des « lycées des métiers » conduit à :
---

- la privatisation de l'enseignement professionnel et technologique (le lycée des métiers ayant « vocation à être centre de ressources pour le transfert de technologie » pour les entreprises du bassin d'emploi, y compris par la constitution de « groupements d'intérêt public (GIP) » ;
- la territorialisation de l'enseignement professionnel et technologique (le lycée des métiers « structure le maillage territorial en lien étroit avec la région ») ;
- la disparition de l'institution publique, laïque de formation initiale professionnelle et technologique : le lycée des métiers impose la « scolarisation » des élèves avec des apprentis, des adultes en formation et des jeunes en insertion ;
- pour les enseignants, une multiplication d'autres tâches que l'enseignement (« services rendus aux usagers », « accueil des publics divers à tout moment de l'année », « orientation », « assistance à la validation des acquis professionnels », « tutorat et accompagnement individualisé des publics en difficulté ») ;
- la remise en cause des statuts des personnels (qualité de fonctionnaire d'Etat, maxima de services définis en heures d'enseignement hebdomadaire).

En conséquence,

Les sections académiques du SNFOLC, du SNETAA et de SUD Education exigent :

- le retrait de la réforme du lycée des métiers,
- le retrait des GIP,
- le maintien de l'institution publique actuelle de formation professionnelle initiale pour des élèves à plein temps dans des lycées professionnels
- le maintien des statuts nationaux des personnels enseignants et non enseignants, fonctionnaires d'Etat, du service des enseignants définis en heures de cours, sans annualisation ni globalisation ni flexibilité et le maintien intégral des congés scolaires.

Alors, quel milieu ?

*JLM : Même les patrons en ont un bon souvenir, sauf quelques enragés ici ou là. Mais les fédérations patronales trouvaient en moi un protecteur face aux grands groupes, qui focalisent la main d'œuvre qualifiée, et face aux excités du secteur financier*

Oui, un « grand groupe » comme la SNCF, a fermé ses centres d'apprentissage qui n'étaient pas « alternants ».

Mélenchon ne peut alors s'empêcher de frimer pour couvrir son forfait

*JLM : très vite je m'intéresse à la valeur d'usage et d'échange des diplômes dans les conventions collectives et donc de la dimension sociale de ce que nous faisons*

Valeur d'usage, valeur d'échange, voilà qui pourrait donner un cachet « marxiste » à sa « dimension sociale » puisque Marx appelait marchandise tout produit ayant une valeur d'usage et une valeur d'échange...Or, les diplômes ne sont pas une marchandise...A moins de plaider pour leur « marchandisation » pour reprendre une formule en vogue.

Visiblement, l'histoire du mouvement ouvrier n'a pas de place dans le récit national de JLM ; Elle enseigne pourtant qu'en 1873, lorsque le mouvement ouvrier était en phase de réanimation après le massacre et la répression des communards que « 105 délégués se rendent à Vienne ; ils réclament à leur retour – l'organisation par les ouvriers eux-mêmes d'un enseignement général et professionnel »<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup>Georges Lefranc- Le mouvement socialiste sous la III ème République – Payot Editeur 1963 – page 27  
Contre Mélenchon

Le Congrès ouvrier qui se tient le 10 octobre 1876 (et qui marqua la genèse du Parti socialiste) revendique« *L'enseignement professionnel, qu'on préfère à l'apprentissage* ». <sup>10</sup>

La création d'un enseignement technique public, laïque, soustrait au patronat et à l'exploitation, sera ensuite un combat important des organisations ouvrières, qui trouvera son couronnement à la Libération.

Mélenchon a donc été ce qu'on appelle un « réformateur » puisque c'est cette appellation qui est retenue contre tous les fauteurs de « réformes » visant à démanteler le « Modèle 45 ».

Cette réforme anti-ouvrière, Mélenchon la revendique.

---

<sup>10</sup>Op cit- page 28  
Contre Mélenchon



# Comment Mélenchon a quitté le navire

Les mélenchonnistes et même les critiques de ce Mitterrand-le-petit ne loueront jamais assez le grand courage politique qu'il a eu en claquant la porte du PS, en novembre 2008.

S'il y était resté, la terre l'aurait avalé comme elle avale les autres, tous ses anciens copains : Harlem Désir, Julien Dray, Laurence Rossignol, Manuel Valls, Jean-Christophe Cambadélis et tous ceux avec lesquels il a comploté. A moins de subir l'actuel sort de Gérard Filoche, traîné dans la boue, lynché et expulsé du « parti ».

S'il y était resté, il aurait retrouvé un maroquin en 2012, « frondé » ici et là. Mais rien d'exaltant.

Cette deuxième partie des tribulations de Mélenchon « d'un Etat A à un Etat B » commence en 2002. A l'heure du bilan de la législature de Jospin.

## Bilan et séisme

Le bilan du gouvernement Chirac – Jospin est une calamité pour les classes laborieuses et ... les services publics. Il est marqué au fer rouge par un cycle de privatisations sans précédent.

### Privatisations

- Ouverture du capital de France Télécom, 42 milliards de FF. Mise en bourse de 21 % du capital en octobre 1997 (puis 13 % en novembre 1998).
- Privatisation du groupe d'assurances Gan et ouverture du capital de Thomson Multimédia, qui se poursuit en 2000. Privatisation du Crédit industriel et commercial (CIC), racheté par le Crédit mutuel à 68 %, et du CNP Assurances. [réf. souhaitée]
- 12 mars 1999 : décret privatisant après recapitalisation le Crédit lyonnais.
- Ouverture du capital d'Air France et privatisation du groupe industriel Eramet.
- Ouverture du capital d'Aérospatiale (qui devient EADS).
- Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital d'ASF (Autoroutes du sud de la France), recette : 1,8 milliard d'euros

### SNCF

- Jospin et son ministre PCF Gayssot refusent d'abroger la loi du 17 février 1996 qui porte création de « réseau ferré de France ». Comme l'avait titré l'Huma à l'époque « la SNCF perd ses rails ». La création de RFF obéit à la Directive européenne 91440 transposée dans le droit français par décret, le 10 mai 1995 (ultime décret de Balladur avant de démissionner). Cette loi anti-ferroviaire « acte » également la Régionalisation de la SNCF : contrats entre Régions et SNCF par appel d'offre : les TER (pouvant être remplacés par des bus) et le Transilien ont désormais les Régions comme donneur d'ordre.
- Gayssot filialise le SERNAM et rejette la fermeture du tunnel du Mont blanc aux camions. Les cheminots l'appelleront Toutencamion.

## Précarité

- Mise en place des « emplois jeunes » dès septembre 1997- Mélenchon dans son programme « avenir en commun » veut les réintroduire.

## Déréglementation sociale

- Déjà évoquée plus haut : la loi Aubry sur les 35 heures avec la primeur accordée aux accords d'entreprises et l'annualisation du temps de travail de « préférence ». Il ne s'agit pas de la semaine de 35 heures sans perte de salaire, ni de congés supplémentaires
- Déjà amorcé en 1993 par la même Aubry, les exonérations de cotisations sociales patronales, dont une partie sont non compensées par l'Etat sont en pleine... croissance
- 1998 – « montée en puissance de la CSG : Dès sa « naissance » la CSG avait pour but de remplacer progressivement les cotisations sociales par un impôt. **Il a donc été décidé de remplacer progressivement les cotisations sociales par un impôt pesant sur l'ensemble des revenus.** La suite, la voici :
  - 1990 : CSG = 1,1%
  - 1993 : CSG = 2,4%
  - 1997 : CSG = 3,4% auquel s'ajoute la CRDS de 0.5%
  - 1998 : CSG = 7,5% (gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot)<sup>11</sup>

## Mais « le bilan économique est bon »

JLM : *Son bilan économique est bon. Tous les comptes sociaux et de l'Etat étaient au vert, du fait notamment des très nombreuses créations d'emploi.*

Pas « notamment du fait des privatisations en chaîne » ?

Quant aux créations d'emplois « très nombreuses » ? Où ça ?

Ce qu'ont retenu les salariés, ce sont les suppressions d'emplois, les plans de licenciements : AOL, Air Liberté, Lu, Danone, entre autres exemples.

En 2001 la municipalité d'Alfortville dirigée par le PS votera un vœu en faveur de l'annulation des licenciements chez Danone. Cette municipalité est pourtant, on ne peut plus « légitimiste » et son Député-Maire n'a rien d'un « foudre de guerre ». Jospin n'écouterà pas ce vœu, pas plus que les salariés concernés.

JLM : *je me souviens d'un épisode en pleine campagne, où il était venu visiter une usine dans mon département.*

L'Usine Lu Danone Ris-Orangis

---

<sup>11</sup> [3](#)

JLM : *Alors, Lionel arrive devant l'entreprise (...) et se dirige – ce n'était pas prévu – au-devant des ouvriers présents dehors. Ils n'en croient pas leurs yeux. L'un d'eux, qui était en fait un militant de Lutte ouvrière, lui demande aimablement : « Qu'est-ce qu'attend le gouvernement pour nous aider ? ». Et Lionel répond : « on ne peut pas imposer sa loi comme ça à chaque entreprise... Si à chaque fois qu'il y a un plan social, on doit nationaliser... » En pleine campagne électorale, c'est désastreux .*

Tout Mélenchon est dans ce genre de commentaire. Et, si ce n'est pas « en pleine campagne », ce n'est pas « désastreux » ? Puis la mention « l'un d'eux était en fait un militant de Lutte ouvrière ? » Qu'en sait-il ?

Et, il me vient l'envie de dire : « T'étais où, toi, le sénateur de l'Essonne ? Et t'as dit quoi, t'as fait quoi ? » (Valls, député d'Evry, était sur place)

Mais non, ce monsieur brode : Jospin était avec un « ancien trotskyste » à ce moment là – l'ouvrier qui lui a parlé était à LO. Une taupe rouge, en somme ! Pas un ouvrier de Danone (qui pourrait être à LO ou au PC ou sans-parti ou encarté au PS)

## **Leurs victoires, leurs actions, notre sort.**

JLM : *je trouve stupide de dénigrer toutes nos victoires, toutes nos actions. Je suis contre la vision policière de l'Histoire qui veut tout trier entre « les purs » et les « traîtres ». Certains seraient voués pour toujours à la trahison et d'autres à la pureté ! C'est tellement réducteur ! Si je dois juger Lionel Jospin d'après ma vision de la société à construire alors, en effet, cela ne me convient pas. Mais si j'en juge d'après ce qu'il était possible de faire, comment on pouvait mobiliser, et me poser des questions sur ce qu'il aurait fallu faire de mieux, le bilan est complètement différent. Et je regrette que la gauche radicale, souvent, s'enferme dans cette espèce d'aigreur et d'amertume permanente. Au final, ça arrange les conservateurs .*

Sans la grève de 1995 pendant laquelle Mélenchon est passé totalement inaperçu, il n'y aurait pas eu de gouvernement Jospin. Chirac-Juppé auraient été vainqueurs, forts du Plan Juppé qui aurait nourri bien de l'aigreur et de l'amertume. Le Plan Juppé n'a pas été totalement abrogé... Jospin a appliqué les dispositions de ce Plan qui avaient pu être sauvées. Ce n'est donc une histoire de « purs » et de « traîtres » quoi que dans le rôle du Traître de bande dessinée ou de Western, Jospin aurait pu faire l'affaire : le trotskyste masqué qui devient Premier secrétaire du PS en 1981, qui nie lorsqu'on lui rappelle son passé de militant de l'OCI après avoir coupé les ponts avec cette organisation. Celui qui renie ses quelques promesses dès son arrivée à Matignon, cohabite avec Chirac. Mais, comme disait Hegel, il est effectivement vain de « regarder l'Histoire par le trou de la serrure de la moralité ». En politique, comme dans la nature, la fonction crée l'organe. La fonction de Premier ministre de cohabitation a créé cet organe : Lionel Jospin. La cohabitation, c'est le chantage permanent du chef de l'Etat qui, à tout moment, peut refuser de promulguer une loi ou dissoudre l'Assemblée nationale. Si on accepte de gouverner dans ce cadre de contrainte, sous tutelle d'un chef au-dessus de la mêlée, il faut boire le calice jusqu'à la lie. Ce n'est d'ailleurs pas Jospin qui est en cause mais le gouvernement de la gauche plurielle tout entier. Et si trahison il y a, c'est celle des Etats-majors du PS, du PCF flanqués des Verts qui ont, une nouvelle fois, tourné le dos aux intérêts et besoins vitaux des travailleurs que ces partis sont censés « représenter ». Dans la partition de cette trahison chronique, chacun joue son propre rôle et JLM a bien tenu le sien !

L'aigreur et l'amertume, c'est lui qui l'éprouvera, un certain 21 avril 2002

## **« La gauche s'écroule »**

Après la langue de bois, la gueule de bois  
Contre Mélenchon

Mais l'aigreur de Mélenchon est déjà audible en mars. Il en a après l'extrême-gauche : « *Moi, je n'aime pas les comportements sectaires. Je trouve que ce sectarisme de l'extrême gauche qui consiste à dire « C'est ou moi ou rien ». Je vous trouve que c'est stérile, que ça ne débouche sur rien. Ils ont le droit d'avoir leur opinion, d'aller à des élections, mais, à un moment donné, mais il faut aussi savoir, à un moment donné se rassembler. Sinon il n'y aura jamais de gauche au pouvoir, jamais de progrès de gauche* »<sup>12</sup>

Le 21 avril, lorsque le staff de campagne de Jospin réalise vers 18h30 que Le Pen « est passé devant », une militante s'exclame : « La gauche s'écroule ». Julien Dray, toujours pontifiant, laisse tomber : « on rigole plus, là ». On comprendra plus tard que la « rigolade » de la « gauche socialiste » est finie pour lui et avec elle, toute réminiscence d'un passé « trotskyste ».

Le lendemain, Mélenchon déverse sa bile sur les abstentionnistes et les électeurs qui ont voté Arlette ou Besancenot :

« *Alors, tout ceux qui sont allés à la pêche, qui ont fait la fine bouche, à qui il aurait fallu un peu plus de ceci cela, un peu moins de cela. Eh bien, voilà le résultat ! Maintenant, nous voilà dans l'eau jusque-là* »<sup>13</sup>

Puis, JLM appellera à voter Chirac, comme tout son monde.

## Comment se mettre la rate au court-bouillon ?

JLM : *je me suis d'abord mis en cause, moi-même. Comment avais-je fait pour ne pas voir arriver une chose pareille ?*

Bah, quasiment personne n'a envisagé ce cas de figure, hormis Le Pen peut-être qui voyait dans la multiplication des candidats de gauche la possibilité de se qualifier : Mamère, Chevènement, Taubira, Besancenot, Gluckstein, Laguiller, Hue.

JLM : *Après le 21 avril, je culpabilise. Au fond, je me suis dit : on a fait des arrangements, on a regardé ailleurs trop de fois, et tout cela a fini en catastrophe. A ce moment-là, **je suis revenu à une certaine radicalité morale**. Mon état d'esprit était alors : « Stop, je dois couper les ponts avec tout ce monde-là.*

De la coupe aux lèvres, il s'écoulera encore six ans

JLM : *Ma responsabilité même marginale dans cet événement m'obsède. Je ne me dis pas « c'est la faute aux autres et Lionel Jospin. Non, j'y étais.*

Instant rare où Mélenchon ne se défasse pas sur les autres... Tant qu'ils ne sont pas abstentionnistes, ou avec un bulletin Arlette entre les dents. Voilà en tous cas JLM prêt à se poignarder avec des saucisses.

JLM : *je reviens donc à ce moment-là à une critique implacable de la V<sup>e</sup> République. Je me reproche de n'avoir rien fait contre le passage au Quinquennat et à l'inversion de calendrier. Je comprends alors que j'ai aidé dans ce cas à durcir un système, qui est intrinsèquement mauvais, celui de la V<sup>e</sup> République.*

---

<sup>12</sup>[http://www.huffingtonpost.fr/2017/04/28/ces-archives-de-jean-luc-melenchon-au-lendemain-du-21-avril-doiv\\_a\\_22059643/](http://www.huffingtonpost.fr/2017/04/28/ces-archives-de-jean-luc-melenchon-au-lendemain-du-21-avril-doiv_a_22059643/)

<sup>13</sup>Vidéo citée  
Contre Mélenchon

Jusqu'ici, il s'en arrangeait ...Et, quel que soit la « radicalité morale » des mots qu'il jette à la figure du régime, il s'en arrangera encore.

## Un autre Mélenchon est-il possible ?

Dray avait prévenu, au soir fatal du 21 avril : « on ne rigole plus ! ». Ni lui, Ni Lienemann. Jospin s'étant retiré de la vie politique, reste le Premier secrétaire : Hollande.

Ancien de Sciences Po et de l'ENA, encarté au PS en 1979, à 25 ans.

Selon Wikipedia : *En 1995, après la renonciation de Jacques Delors, dont il soutenait la candidature à l'élection présidentielle, il se rapproche de Lionel Jospin, qui fait de lui un des porte-parole de sa campagne présidentielle. Après sa défaite face à Jacques Chirac, Lionel Jospin nomme François Hollande, en octobre 1995, porte-parole du PS(...) le choisit pour lui succéder au poste de premier secrétaire du parti, en novembre 1997. Il est élu contre Jean-Luc Mélenchon lors du congrès de Brest --- Au Parti socialiste, il lance avec Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Mignard et Jean-Michel Gaillard, les « transcourants », rebaptisés ultérieurement « Démocratie 2000 »<sup>37</sup>. En 1985, il publie, aux côtés de Jean-Pierre Jouyet, Michel Sapin, Jean-Michel Gaillard et Jean-Pierre Mignard et sous le pseudonyme de Jean-François Trans (pour transcourants), un livre intitulé *La Gauche bouge*, qui appelle à la fondation d'un parti démocrate à l'américaine sur les bases d'un « consensus stratégique entre [le PS] et les courants démocratiques du pays, au-delà du clivage gauche-droite.*

Dray et Lienemann se rabattent donc derrière Hollande, ainsi Harlem Désir. Adieu, « Gauche socialiste ».

JLM : *Je me rapproche alors d'Henri Emmanuelli qui était à l'époque dans une attitude de bilan critique et d'opposition. Rien de facile dans cet épisode, car je suis en pleine déprime.*

Et, pour surmonter la déprime, rien de tel que « l'ancrage altermondialiste ».

Au moment du Congrès PS de 2003, Hollande a en face de lui deux courants « contestataires » : le Nouveau Monde d'Emmanuelli- Mélenchon et le Nouveau Parti Socialiste de Montebourg-Peillon. Mais, ils sont battus, à la faveur d'une vaste triche selon JLM et on veut bien le croire, cette fois.

JLM : *... j'ai commencé à respirer le grand air avec les altermondialistes, dont je me rapproche de plus en plus. Tous mes contacts internationaux sont d'ailleurs des gens qui sont en rupture avec l'Internationale socialiste. Et, puis, surtout, je suis travaillé par le sentiment de ma responsabilité dans le choc de 2002. Mais je ne romps pas immédiatement. **Il y a des épisodes qui contredisent parfois mon diagnostic.** Les régionales qui ont suivi le 21 avril ont été très bonnes pour le PS ; Mais sans pause pourtant, je me sépare **affectivement** du parti. Même si ce processus peut paraître long et tâtonnant, la pente est prise. Je me prépare.*

Mon interprétation est la suivante : JLM joue sur deux tableaux, tout simplement. Cet homme atteint de « radicalité morale » est toujours sénateur.

## République ou Révolution sociale ?

En 2004, il franchit cependant une étape vers la cristallisation d'un courant Mélenchoniste, en créant le club Pour la République Sociale. Au départ, il s'agit d'une poignée selon les termes de JLM. Avec notamment Alexis Corbière (« conseiller technique » du Ministre Mélenchon), Raquel Garrido, Charlotte Girard, Manuel Bompard).

JLM : *La République sera notre cadre. On ne dit pas simplement qu'il faut en finir avec la Vème République. On va se définir comme républicains, car on fait le constat que le premier adversaire du*  
Contre Mélenchon

*capital financier transnational, c'est la régulation, les lois, tout ce qui contrôle et encadre. Et la source des lois, c'est la volonté populaire, c'est donc le cadre républicain. L'idée républicaine se présente comme la riposte « grand angle » au nouvel âge du capitalisme.*

Ce fétichisme républicain, la république n'étant qu'une des formes de l'Etat, n'est là encore qu'une posture. Confère l'attitude de JLM face aux événements qui viennent de secouer la Catalogne. La république de Mélenchon, c'est « français ».

*JLM : Nous faisons le diagnostic que la France souffrira plus que d'autres nations du choc de ce qu'on appelle le néo-libéralisme, car c'est **une nation qui s'est construite autour de son Etat.***

J'avais cru comprendre que la nation française s'était formée à partir d'une révolution violente détruisant toutes les entraves féodales à un marché national et que l'Etat dans lequel nous vivons était l'Etat napoléonien, les bases de la nation ayant été données par les communes et les départements, alors sans ...Préfets. Sans oublier la séparation du Clergé et de l'Etat...

*JLM : il est hors de question de faire une tranche de socialisme, une tranche de république*

Encore une de ces formules à plusieurs sens. Mais quel que soit le sens dans lequel on l'interprète, c'est « gazeux » ! Le socialisme ne rejette pas la république au sens générique du mot, il la combine avec le renversement de la bourgeoisie, la formation d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs comme première pierre de l'Etat-Commune, la réorganisation de l'économie autour de l'axe de la satisfaction des besoins... qu'entraverait toute auto-limitation « républicaine », bureaucratique par essence.

Quant à l'idée de la volonté populaire comme *sources* des lois, je pense que tout juriste en rirait... si ce n'était pas triste et affligeant de langue de bois. Sans revenir sur les sources du Droit, chacun comprend, par exemple que la loi El Khomri ou la Constitution de 1958- 1962 n'ont aucun rapport avec la volonté populaire. Au reste, même en donnant à la République, l'acception la plus démocratique, elle ne restera que l'expression déformée d'une majorité d'habitants et non de la totalité dans une société divisée en CLASSES, une société de classe.

Le mot de République sociale procède lui-même d'un subterfuge, pour ne pas dire République démocratique ou République socialiste.

Reste le nœud de la question : quel rapport entre le PS et la République de Mélenchon et ses amis ?

*JLM : je me disais : plus jamais on ne me prendra dans le piège précédent. Et, mon objectif, avec PRS, était de lever une nouvelle génération de militants et de dirigeants politiques(...) Comprenez bien : nous sommes méthodiques, nous avons un plan de marche, un calendrier, des fichiers. Tout doit être soigneusement planifié, et d'abord, la préparation de jeunes cadres soigneusement formés.*

Pour un peu, on croirait que JLM fait de « l'entrisme » très « sui generis » au PS ... lequel vaut bien quelques « ruses et capitulations ».

## 2005, du NON à la Synthèse de Hollande

JLM, nous le verrons plus loin est un Maastrichien mal-repenté. Mais l'adage « les actes ne suivent pas les hommes » est également valable en politique. Il se décline aussi de façon populaire : « je ne suis pas rancunier, mais j'ai de la mémoire ».

Ainsi, en 2005, alors que majoritairement, le PS a décidé de mener campagne pour le OUI au traité constitutionnel européen. Mais parmi les « nonistes » se trouve Fabius. Alors que celui-ci

s'était taillé une réputation de « Blairisme » achevé. Mélenchon opte également pour le Non. Mieux que cela : avec son courant PRS, il enfreint la discipline du PS et s'affiche dans les meetings du « Non de gauche » avec Besancenot, Buffet.

Le 29 mai 2005, le NON l'emporte haut la main. Un véritable « Mai 68 dans les urnes » comme le dira le politologue Jean Cayrol avec une forte participation des salariés, chômeurs et jeunes.

Mais, le courage politique de Mélenchon s'arrête là. Il va se prêter au jeu de la « synthèse » voulue par Hollande, qui réconcilie au gré d'un compromis en trompe-l'œil, les « non » et « oui » du PS ; à l'exception du courant « forces militantes » du député Marc Dolez et de Gérard Filoche. Mélenchon préfère écouter Fabius. Voici comment il raconte les choses onze ans plus tard, expliquant pourquoi il n'a pas quitté le PS à ce moment-là.

*JLM : En tous cas, à partir de 2005, le PS n'est plus du tout une évidence pour moi. – je ne l'ai pas quitté immédiatement après le vote, il y a eu le congrès du Mans qui est convoqué. Il a lieu en novembre. On pensait vérifier l'impact du non (...) Au PS, Hollande décide d'exclure du secrétariat national tous ceux qui ont voté non. On pensait que ce ne serait pas supporté par les adhérents. A l'époque, tout l'entourage de Fabius exulte, persuadé que nous tenons notre revanche. Déjà, première surprise lors de ce congrès, les partisans du non, au lieu d'être dans la même motion, sont dans deux groupes séparés. Une nouvelle fois, on se fait aspirer dans la logique des jeux internes au PS. Je dis à Fabius qu'il n'est pas possible de faire la synthèse à la fin de ce congrès. Et Fabius me répond : « Ou tout le monde fait la synthèse, ou personne ». J'aurais dû me méfier.*

Attendre le congrès, pourquoi pas ? S'en remettre à Fabius, voilà qui était plus que discutable. Ce n'était pas du tout une évidence. Fabius, l'homme du sang contaminé, l'ancien Premier ministre liquidateur des sidérurgistes, celui qui dès 1991 militait pour la « réforme » du PS et sa transformation en parti « démocrate » à l'américaine et comme je l'ai rappelé, le pire blairiste de ce parti de « gauche caviar ».

*JLM : Comme je l'ai dit, on avait décidé avec Fabius qu'on ne fera pas la synthèse entre le oui et le non au cours du congrès. Mais, à l'heure dite, on arrive dans la salle, et, Emmanuelli, une figure du non de gauche, fait allégeance : synthèse avec Hollande ! Du coup, Fabius, qui ne me regarde même pas, dit : « Nous aussi, on fait la synthèse ». [...]*

*JLM : « Complètement piégé. Roulé ! De manière si déloyale ! Hollande dit : « Bon, écoutez, nous nous sommes compris, il y a donc la synthèse, une très bonne nouvelle pour le parti ». Il demande si quelqu'un a quelque chose à dire. Montebourg, qui était dans le même courant qu'Emmanuelli, lève la main : « Moi je veux dire que je ne suis pas concerné par cette synthèse ». Moi, je suis juste effondré. Je me suis fait avoir. (...) Dans ma tête, la rupture est consommée. Je ne suis plus chez moi dans ce parti.*

Dans ce récit, JLM occulte la fronde contre la synthèse du courant animé par Marc Dolez et Gérard Filoche. Je ne dis pas cela pour cirer les pompes à Filoche, mais parce que c'est un fait. JLM a préféré écouter Fabius le « libéral avancé » que Dolez qui incarnait un courant ouvrier dans le PS.

Mais le vrai problème de ce témoignage de JLM est ailleurs. Il réside dans ce qu'il a écrit et publié, sur l'instant, le 23 novembre 2005

*« Je n'aurais pas imaginé que tant de monde se donne le mal de me faire connaître son avis à propos de la synthèse réalisée au Congrès socialiste du Mans. Mais c'est plutôt bon signe. Cependant vu de l'extérieur on peut facilement commettre des contre-sens. Par exemple, on me demande pourquoi j'ai « fait allégeance » à François Hollande, ou bien d'autres choses dans ce registre. Une synthèse dans un congrès socialiste ce n'est pas cela. En votant un texte de synthèse, personne ne renonce à*



*son point de vue ou à son identité culturelle dans le mouvement socialiste. La synthèse désigne la mise au point d'un texte d'orientation qui devient commun à ceux qui l'amendent. On part de la motion qui a recueilli le plus de voix, et on discute pour voir si ce qui paraît essentiel à chacun peut se retrouver dans un même texte. C'est ce qui a été fait. Il fallait ensuite savoir si j'approuvais ce compromis. C'est ce que j'ai fait avec la quasi-totalité des congressistes. Je l'ai fait parce que sur un point décisif à mes yeux j'obtenais gain de cause. Je parle, bien sûr, du refus de signer la Constitution européenne au lendemain de la prochaine élection présidentielle »<sup>14</sup>*

A ce moment-là, JLM non seulement vante la synthèse et dit : « *J'obtenais gain de cause* ». Il ne coûtait absolument rien à Hollande de s'engager à ne pas signer le Traité Constitutionnel Européen puisque celui-ci devait de toute manière être renégocié.

JLM : *j'ai commencé ce congrès avec mes amis sur une contribution dont le nom résumait le programme politique : « trait d'union ». Il s'agissait de créer un trait d'union dans mon parti pour rendre possible un trait d'union avec le reste de la gauche. L'essentiel du contenu de ce trait d'union est évidemment dans la logique du non au référendum. C'est pourquoi l'idée qu'il fallait « respecter le non des français » était essentiel. A partir du moment où quoique proposé par une minorité ce point pouvait entrer dans l'orientation du parti il me semble qu'un pas décisif était accompli. En ce qui concerne la synthèse elle-même au sens large, **je pense que la formule « tout le monde ou personne » que Laurent Fabius et moi nous avons rabâché sur tous les médias était juste.** Elle signifia d'abord que nous ne ferions pas une synthèse séparée avec la direction sans le NPS. Puis quand il est devenu évident que François Hollande et le duo Peillon Emmanuelli souhaitaient activement la synthèse, pourquoi l'aurions-nous refusée alors même que l'essentiel était pris en compte (smic à 1500 euros, non ratification de la Constitution européenne, re-nationalisation d'EDF). »*

Ce passage dément ce que nous chante JLM onze ans plus tard, à savoir : « **Je dis à Fabius qu'il n'est pas possible de faire la synthèse à la fin de ce congrès. Et Fabius me répond : « Ou tout le monde fait la synthèse, ou personne »**

Nous en étions restés à cette désastreuse « synthèse » de 2005, tremplin vers le Traité de Lisbonne.

Mélenchon aurait été piégé, roulé dans la farine synthétique par le fourbe Fabius.

JLM « *Je me suis fait avoir. Je me suis laissé aspirer par une mécanique interne de l'appareil. Je suis entré dans le congrès avec loyauté avec un allié qui m'a utilisé pour faire des voix et qui a terminé dans la synthèse avec Hollande ! Tout le travail qu'on a fait est ruiné. C'est fini pour moi. Dans ma tête, la rupture est consommée. Je ne suis plus chez moi dans ce parti »*

## Après avoir sauvé le PS

JLM : « *on va d'abord méticuleusement s'occuper des préparatifs de notre départ. J'ai le calendrier dans la tête. Je sais qu'il y faut beaucoup de soins ».*

Encore une fois, il faut répéter que sur l'instant, il avait applaudi la Synthèse hollandaise, se vantant d'y avoir fait valoir, comme un seul homme, son point de vue. S'il a eu l'esprit d'escalier, il devait s'agir de l'escalier de la Tour Eiffel ou d'un escalier en colimaçon jusqu'au Mont Blanc.

Il est en revanche exact qu'un an plus tard, dans les préparatifs des présidentielles, le Meticuleux Mélenchon a fait son marché.

---

<sup>14</sup><http://www.jean-luc-melenchon.fr/2005/11/23/a-propos-de-la-synthese/>

JLM : « *Qu'est-ce qu'on fait, nous, PRS ? On commence à discuter avec les antilibéraux. José Bové, Clémentine Autain, Marie-Georges Buffet est nos interlocuteurs habituels à l'époque. Mais leur affaire s'étouffe dans les méandres des discussions de petits groupes. Les uns sont candidats contre les autres eux aussi dans une primaire, évidemment destructrice. **On regarde aussi ce qui se passe dans le PS*** ».

Là encore, si « on » reste au PS, c'est la faute aux autres.

Notons que la direction du PS laisse faire. PRS peut draguer les partis et groupes concurrents du PS sans risquer la moindre procédure disciplinaire. Oh, la belle vie, sans problème.

JLM : « *on ne voit pas arriver Ségolène Royal* ».

Ils sont bien les seuls car dès le mois de mars 2006, les sondages affichent Royal, candidate et royalement élue face à Sarkozy.

Il n'est pas besoin d'être un fin observateur politologue pour comprendre que les grands Medias, courroie de transmission plus ou moins directe du Capital financier veulent imposer la candidature Royal par la magie des sondages. Une candidate dont Sarkozy ne fera, le moment venu, qu'une bouchée, car c'est lui que le Capital financier met sur orbite. En regardant évoluer Ségolène Royal évoluer, il est comme une poule qui aurait trouvé un couteau.

JLM : « *Bien sûr, si l'opportunité s'était présentée en 2007 avec une candidature des comités anti-libéraux héritiers du non de gauche, on serait sans doute parti en 2007 (...) Cette tentative de rapprochement finit dans une explosion généralisée (...) Et, nous, on se résigne à dire qu'il n'y a qu'une chose, c'est d'essayer de faire élire Fabius qui était partisan du « non ». Une idée nulle, on tue le temps.*

Exceptionnellement, JLM émet une autocritique factuelle mais lui qui tout au long de ce récit, s'est évertué à dire qu'il fallait dire « Je » et non pas « Nous », n'a dans ce passage que le « On » et le « Nous » à la bouche.

Eh oui « on » n'a pas pu « partir » en 2007 parce qu'il fallait battre le fer tant qu'il était chaud, dans la foulée de la victoire du Non. Le reste n'est que l'expression de l'indécision et du refus de lâcher la proie pour l'ombre. Conséquence du soutien au « trait d'union » de la synthèse.

Les mélenchonnistes quittent donc le PS, en novembre 2008. JLM explique à ses lecteurs que ce départ était préparé depuis septembre. Il fallait attendre le congrès de novembre. Par acquit de conscience.

Ne s'est-il rien passé de marquant, de mai 2007 à novembre 2008 ?

**Le 4 février 2008 : réuni en congrès, députés et sénateurs votent à la majorité des deux-tiers requise la révision de la Constitution qui permet la ratification du Traité de Lisbonne.**

Les voix PS étaient indispensables pour faire passer ce Traité indigne. La synthèse de 2005 en était le tremplin.

Or, selon les dires de Mélenchon, la décision de quitter le PS attendra encore le mois de septembre.

A l'évidence, dans le calendrier que JLM avait « dans la tête » dès novembre 2005 pour partir, il n'y avait place que pour deux échéances : les présidentielles et les congrès du PS. Quid de l'échéance du Traité de Lisbonne ?

Tricherie ou non, la gauche « unie » du PS a été balayée comme fétu de paille en novembre 2008, 18 mois après la débâcle des présidentielles.

Sur le champ, Mélenchon et ses partisans font l'effet de blaireaux quittant le navire.

Ils ne devront leur salut qu'au PCF et, il faut bien le dire, aux grands médias.

Nous pouvons retenir cette leçon :

***Avant de « rompre » le cordon ombilical, Mélenchon et son courant ont sauvé le PS, en novembre 2005.***